

# **Economie politique de la démarchandisation de la société**

**Jean-Marie Harribey**

*Actuel Marx*, « Altermondialisme, anticapitalisme », n° 44, 2<sup>e</sup> semestre 2008, p. 76-91

## **Abstract**

We try to show that non-saleable services have a non-saleable monetary value which is not extracted from the private sector and redirected to the public sector but produced by the latter. Work done in non-saleable services is not exchanged for capital, nor is it exchanged for levied income. Instead, it is exchanged for income that is produced following a collective decision on the anticipation of collective needs. Monetary financing is necessary to start capitalist activity and public activity. We distinguish anticipation of production, financing of production and payment of production. They are three moments of the dynamic process of production. Thus, it is possible to formulate an political economy of the unmarchandizing of the society.

## Introduction

L'analyse de la marchandise ouverte par Marx au début du *Capital* donne les outils conceptuels pour critiquer le processus de marchandisation du monde. Mais le marxisme a laissé en jachère la construction d'une économie politique critique dont l'objet serait de théoriser une sphère non marchande ayant pour vocation de s'étendre au fur et à mesure que les rapports de forces tourneraient à l'avantage du travail face au capital. La raison en est que la conception du travail productif qui prédomine au sein de la théorie marxiste depuis un siècle et demi ne prépare pas à cette construction ; au contraire, elle l'empêche. En effet, la conviction du caractère improductif des travailleurs fournissant les services non marchands – quand ce n'est pas des services tout court – y est ancrée : ils sont financés par prélèvement sur la plus-value capitaliste. Penser dans ces conditions la démarchandisation est impossible puisque la non marchandise dépendrait de l'existence de la marchandise.

Nous voulons montrer que le travail effectué dans les services non marchands est productif de valeurs d'usage monétaires mais pas de valeur pour le capital, et que les travailleurs qui y sont employés créent le revenu qui les rémunère. En d'autres termes, les impôts et taxes ne sont pas prélevés sur quelque chose de préexistant mais sur un produit global déjà augmenté de la production non marchande. L'argumentation est fondée sur la généralisation du concept keynésien d'anticipation, appliqué ici à la décision publique de mettre en œuvre une production non marchande.

De plus, une création monétaire est nécessaire pour impulser la dynamique économique, essentiellement la dynamique capitaliste. Mais la croissance des services non marchands exige elle aussi une création monétaire. Celle-ci peut d'ailleurs prendre en théorie deux formes. Une forme directe : financement des déficits publics par avances de la banque centrale au Trésor public. Ou une forme indirecte : emprunts des capitalistes auprès du système bancaire pour acheter les bons du Trésor. Dans le cas où il s'agit d'étendre le secteur non marchand – toutes choses égales par ailleurs dans le secteur marchand – il est logiquement impossible que cette extension soit financée par l'épargne préalable.

Il s'ensuit que toute « reproduction élargie », capitaliste ou marchande, exige un financement monétaire préalable. Dès lors, il convient de distinguer le financement de la production non marchande *a priori* et son paiement *a posteriori*.

## 1. Production de richesse et de valeur dans les services non marchands ?

L'enjeu est ici de réexaminer le concept de travail productif et le cadre dans lequel il peut être utilisé, puis de voir en quoi ce réexamen fait débat.

### 1.1. Le concept de travail productif revisité

La définition du travail productif n'a de sens que relativement aux rapports sociaux dominants. Ainsi, la distinction de Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste garde toute sa pertinence pour différencier le travail productif de valeurs d'usage et

le travail productif de valeur et de plus-value pour le capital.<sup>1</sup> Au sein du mode de production capitaliste, la plupart des valeurs d'usage se présentent sous la forme monétaire, mais certaines sont marchandes et les autres ne le sont pas. La vision habituelle selon laquelle, en termes libéraux, l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives, ou, en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste, est une aporie. Notre thèse est que, lorsque les besoins collectifs sont anticipés, le travail qui y est consacré produit les valeurs d'usage désirées, il produit aussi leur valeur monétaire non marchande et le revenu distribué correspondant.

Schématisons l'économie capitaliste de la manière suivante. Les forces productives sont partagées entre un secteur marchand capitaliste produisant des biens de production et des biens de consommation et un secteur non marchand produisant des services collectifs. Admettons pour l'instant la vision habituelle : l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives. Pour qu'une part de la plus-value soit prélevée, il faut au préalable que la plus-value dans son ensemble ait été réalisée, c'est-à-dire qu'elle ait déjà revêtu la forme du profit monétaire.

Or, on sait que le profit monétaire n'est pas possible macroéconomiquement sur la seule base des avances monétaires des capitalistes. Cette contradiction n'est résolue que par l'existence d'un système bancaire qui, grâce à la création monétaire, fait l'avance du profit au système productif capitaliste permettant la réalisation de la plus-value sur le plan macroéconomique et, ainsi, l'accumulation du capital. On retrouve dans ce qui précède une idée commune à Marx [1968-a], Luxemburg [1972], Kalecki [1966, 1971], Keynes [1969] et Schumpeter [1934]. On peut montrer en effet que la reproduction élargie de période en période a lieu si la création de monnaie de banque centrale est supérieure à la thésaurisation des ménages. Dans le cas où il n'y aurait pas de création de monnaie centrale, pour qu'il y ait tout de même accumulation et reproduction élargie, les ménages devraient déthésauriser, ce qui équivaldrait à une réintroduction de monnaie dans le circuit, monnaie qui en avait été soustraite. Alain Barrère [1990, p. 28, souligné par l'auteur] énonçait ainsi ce qu'il appelait une règle du circuit : « *Le circuit est un processus circulatoire de flux de liquidités monétaires itératifs, qui peuvent se muer en d'autres formes monétaires mais ne peuvent engendrer de nouvelles richesses liquides. (...) Ce qui signifie qu'en fin de circuit on ne peut trouver plus de richesse qu'il n'en a été introduit en un point quelconque de l'itinéraire. On ne peut donc découvrir, au terme du circuit, un profit monétaire, dont le montant n'aurait pas été intégré, sous une autre forme-monnaie, en un point quelconque du processus circulatoire.* » Il y a un corollaire à cette règle que nous formulons ainsi : *aucune forme de monnaie, à prix fixés, ne peut être introduite en un point quelconque du circuit si elle ne correspond pas à une production réalisée ou anticipée, c'est-à-dire à une valeur ou à une valeur pré-validée, ou encore à du travail social déjà reconnu utile ou dont la reconnaissance est anticipée.*

Dès lors, le système bancaire, voire les rentiers potentiels, anticipant la production et la réalisation de la plus-value anticiperaient du même coup la part qui pourrait être prélevée par l'Etat. Cependant, cette solution, qui permettrait simultanément le profit et la reproduction élargie du système capitaliste, ne résout pas la contradiction propre aux « prélèvements » pour d'autres raisons d'ordre logique.

En effet, dans la problématique du prélèvement de quelque chose existant préalablement, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est la même qu'il n'y ait pas d'Etat ou qu'il y en ait un, puisqu'il y a un simple transfert de valeur de la sphère capitaliste, considérée comme

---

<sup>1</sup> . La matérialité du produit n'est pas un critère de définition du travail productif : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. » [Marx, 1968-c, p. 393].

seule productive, vers la sphère non marchande, considérée comme improductive. Ainsi, l'intervention de l'Etat n'aurait aucune action sur le produit net.

Un second problème d'ordre logique doit donc être résolu. Effectuons un raisonnement du type « passage à la limite » : imaginons une économie où la propriété privée des moyens de production tend à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tend vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de produit et de revenus nouveaux.

Cependant, il faut encore distinguer, dans ce cas où la production est totalement publique, la part marchande et celle non marchande, cette dernière pouvant être considérée, selon la norme habituelle, comme financée par les surplus prélevés sur la première, l'Etat accumulant ainsi du capital dont une fraction serait destinée à cet emploi. Le raisonnement à la limite doit être alors appliqué à l'évolution relative des productions marchande et non marchande. Si la collectivité décide de socialiser progressivement le financement de toute la production pour lui donner le caractère non marchand, la production marchande de plus en plus réduite ne peut être tenue pour la source de celle qui n'est pas marchande. Par ailleurs, si la distinction entre production matérielle et production immatérielle était envisagée pour faire de la première la source de la seconde, dans la mesure où l'une tend à décliner relativement à l'autre, cette considération se heurterait à la même objection que précédemment. Aussi, de manière générale, l'idée selon laquelle une part croissante de l'activité de production de valeurs d'usage est financée par une autre activité en régression relative continue est insoutenable.

Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu seraient inchangés, voire diminueraient à terme si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privés d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

Une critique radicale des dits « prélèvements obligatoires » devient dès lors possible, non point pour délégitimer les services collectifs à l'instar de la doctrine libérale, mais pour critiquer celle-ci dans la mesure où l'idée même d'un prélèvement *préalable* à la production des services collectifs non marchands est une aporie, et du même coup critiquer la vision marxiste la plus couramment rencontrée.

## 1.2. Discussion

La critique la plus générale et la plus synthétique de la thèse que nous défendons a été faite par Jacques Bidet [2002, 2003]. Il nous adresse trois reproches essentiels. Le premier est que nous aurions abusivement élargi le concept de valeur qui ne pourrait porter que sur les marchandises. Le deuxième est que nous aurions abandonné – pour ce qui concerne la sphère non marchande – la théorie selon laquelle ce n'est pas le travail qui s'échange contre un salaire mais la force de travail. Ainsi, nous aurions substitué subrepticement la notion de salaire rémunérant un service à celle de salaire rémunérant la force de travail, en l'occurrence celle des salariés de la sphère non marchande. La troisième critique consiste à réfuter l'idée que le travail puisse être considéré comme producteur ou créateur de revenu, cette dernière catégorie relevant de la distribution.

### *Elargir le concept de valeur ?*

Lorsque Marx analyse le capitalisme et parle de production de valeur, tout comme lorsqu'il parle de travail productif sans autre précision, il s'est placé dans le cadre du modèle abstrait du capital où il ne reste plus que la catégorie production de valeur pour le capital. C'est tout le sens du début du *Livre I* du *Capital*. Mais lorsqu'on analyse une formation sociale concrète, on est obligé de tenir compte de l'ensemble des rapports qui existent ou subsistent à côté du rapport social fondamental capitaliste. Donc nous n'élargissons pas le concept de valeur, nous tenons compte de l'imbrication de ces différents rapports. A un moment donné, dans une société dominée par le capitalisme, il y a de la valeur produite pour le capital par la force de travail salariée (cette valeur est monétaire et marchande), il y a de la valeur produite par la force de travail indépendante pour elle-même (elle est également monétaire et marchande), et il y a des services monétaires non marchands. La question est de savoir si on a le droit de qualifier ces derniers de « valeur » monétaire non marchande. Toute valeur est monétaire (sur ce point, tous ceux qui se réclament de Marx sont aujourd'hui d'accord). La réciproque est-elle vraie, c'est-à-dire toute expression monétaire est-elle valeur ? Non, répond Bidet puisqu'il dénie aux services non marchands ce caractère. Nous répondons oui, au nom de la thèse selon laquelle la marchandise est une forme de la valeur et la monnaie en est une autre, la plus abstraite car elle est de la valeur par excellence puisque déjà *réalisée*. La question débattue renvoie au statut de la monnaie. Il n'est pas sûr que la monnaie soit encore aujourd'hui bien intégrée au schéma marxien par tous les marxistes. D'où l'importance d'aller voir ce qui se passe du côté de chez Keynes, nous y reviendrons plus loin.

### *Abandon du concept de force de travail ?*

La critique concernant notre éventuel abandon du concept de force de travail est importante. Si tel est le cas, nous devons réviser notre jugement, ou en tout cas cesser de vouloir intégrer notre thèse à l'intérieur du schéma marxien. Précisons que n'est pas en question l'échange de la force de travail contre salaire au sein de la sphère capitaliste. Il s'agit de savoir si l'emploi du concept de force de travail est compatible avec l'idée que les salariés de la sphère non marchande produisent la valeur qui les rémunèrera. La preuve que notre thèse serait fautive tiendrait dans le fait que les salariés de la sphère non marchande reçoivent la totalité de ce qu'ils ont produit puisque, par définition, la production nette non marchande est évaluée par son coût en salaires, étant entendu que l'Etat ne réalise pas de profit. Autrement dit, parce qu'il n'y a pas exploitation au sens marxien du terme (pas de prélèvement de plus-value), il n'y aurait pas de valeur produite. Cette « preuve » est facilement réfutable car il existe des contre-exemples. Prenons d'abord le cas du travail indépendant, producteur de valeur marchande, à qui revient la totalité de la valeur du produit, bien que celle-ci excède le plus souvent la quantité nécessaire à l'achat de biens de consommation par le producteur, lui permettant au moins de renouveler son outil de travail ; ici, valeur mais point de force de travail salariée ni d'exploitation. Le cas de la sphère non marchande présente un point commun et une différence : pas d'exploitation mais force de travail salariée. On est donc ramené à la discussion précédente sur la catégorie valeur. Nous considérons que la spécificité du rapport salarial hybride constitué par le cas de la sphère non marchande réside dans le fait qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait plus-value pour qu'il y ait valeur, sauf bien sûr si l'on parle de valeur produite pour le capital. Mais dans ce dernier cas, il n'y a même pas besoin de discuter car l'accord est réalisé. Sur le point controversé, en termes logiques, la condition nécessaire pour qu'il y ait plus-value est qu'il y ait valeur (plus-value  $\Rightarrow$  valeur) mais la réciproque n'est pas vraie (on ne peut pas écrire : plus-value  $\Leftrightarrow$  valeur).

Plus généralement, on peut exprimer le procès de travail en général par les trois premières propositions logiques suivantes (l'expression à droite du signe  $\Rightarrow$  étant la condition nécessaire mais non suffisante de l'expression à gauche de ce signe) :

- 1) travail productif  $\Rightarrow$  valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage non produites par l'homme) ;
- 2) valeur d'échange  $\Rightarrow$  valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage sans valeur d'échange) ;
- 3) valeur d'échange  $\Rightarrow$  travail productif (car il existe du travail productif qui ne produit pas de valeur d'échange) ;
- 4) les trois propositions peuvent être rassemblées : valeur d'échange  $\Rightarrow$  travail productif  $\Rightarrow$  valeur d'usage.

En revanche, le procès de travail capitaliste pur modifie les relations précédentes :

- 5) travail productif (de capital)  $\Rightarrow$  valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage sans qu'elles ne proviennent d'un travail productif de capital) ;
- 6) travail productif (de capital)  $\Leftrightarrow$  plus-value  $\Rightarrow$  valeur d'échange (car, d'une part, il y a travail productif de capital si et seulement s'il y a production de plus-value, et, d'autre part, la plus-value suppose un cadre marchand sans que la réciproque ne soit vraie) ;
- 7) les propositions 5 et 6 peuvent être rassemblées : travail productif (de capital)  $\Leftrightarrow$  plus-value  $\Rightarrow$  valeur d'échange  $\Rightarrow$  valeur d'usage.<sup>2</sup>

Les fonctionnaires travaillent-ils plus longtemps que le temps nécessaire à la production des biens salaires qui leur sont nécessaires ? Si oui, il faut en tirer la conclusion qu'ils effectuent un surtravail. Mais où est la plus-value prélevée par l'Etat et correspondant à ce surtravail ? Il y a là, nous semble-t-il, une contradiction. S'ils sont exploités au strict sens marxien du terme, c'est qu'ils produisent une valeur que la tradition s'attache à nier. Ne s'agit-il pas d'une nouvelle contradiction ? Si l'on met de côté ici le fait que la notion de salaire comme panier de marchandises est une notion classique mais en partie seulement marxienne car il faudrait y introduire le facteur rapport de forces, on est obligé pour sortir de ces contradictions d'admettre que les employés de l'Etat ne sont pas des salariés identiques à ceux employés par les capitalistes. Ils échangent leur force de travail contre un salaire qui, pour des raisons socio-institutionnelles elles-mêmes liées à un choix collectif et/ou à un rapport de forces dans la société, se trouve correspondre, *par convention sociale*, à l'évaluation monétaire des services nets rendus à la collectivité. Y a-t-il là un risque d'abandon du concept de force de travail ? Non. Il y a simplement la prise en compte du caractère particulier du rapport non marchand qui présente deux aspects originaux : le paiement du service est détaché de sa consommation individuelle et la force de travail n'y produit pas de plus-value appropriable. En d'autres termes, cette conception du salaire des fonctionnaires ne remet pas en cause l'analyse de l'exploitation capitaliste, elle constate que l'exploitation (au sens de prélèvement de plus-value) des fonctionnaires est introuvable. La production non marchande n'est donc pas une « production salariale » à proprement parler car elle n'est pas conforme à la production salariale capitaliste. Peut-être même, pourrions-nous avancer vers l'idée que la force de travail dans la sphère non marchande soit une *pré-figure* d'une non marchandise, et cela d'autant plus que les droits sociaux et les garanties sociales afférents à cette condition sont élevés.

---

<sup>2</sup> . Pour Say et plus tard les néo-classiques, valeur d'échange  $\Leftrightarrow$  valeur d'usage (soit une identité entre les deux concepts), alors que d'Aristote à Marx en passant par Smith et Ricardo, valeur d'échange  $\Rightarrow$  valeur d'usage.

### *La production de revenu ?*

Reste le troisième problème. La catégorie de revenu a-t-elle sa place dans l'analyse de la production ? La « création de revenu » doit être prise dans le sens où l'on parle, à la suite de Keynes, de la création du revenu national équivalent au produit national.

Si l'on admet que l'action de l'Etat a une action sur le produit net, alors il s'en déduit que les salariés de l'Etat produisent une valeur nette et qu'il faut abandonner l'idée de valeur prélevée. Peut-on agréger deux entités relevant de deux champs distincts, le marchand et le non marchand ? Si la monnaie n'existait pas, on pourrait légitimement s'interroger sur cette difficulté, mais l'idée d'hétérogénéité des deux champs n'implique pas que l'une des deux grandeurs soit financée par l'autre.

Pourquoi tant d'insistance à vouloir inclure une partie de l'héritage keynésien à l'intérieur du schéma analytique marxien ? Parce que l'apport principal de Keynes est d'avoir approfondi, à son corps défendant d'ailleurs, certaines intuitions fécondes de Marx. La principale pour le sujet traité concerne la monnaie, et plus précisément la création monétaire. Sans création monétaire, il n'y a pas d'accumulation capitaliste macro-économique car il n'y a pas de profit possible sur le plan global. Mais surtout ici, la prise en compte de la création monétaire oblige à poser la question suivante : que devient la thèse du « prélèvement » lorsque la dépense publique est financée par création monétaire ? Elle s'écroule. Autrement dit, cette thèse ne tiendrait au mieux que dans le cas d'une épargne (consentante ou forcée) préalable. Bref, les marxistes qui s'arc-boutent sur la thèse du « prélèvement » ne peuvent pas faire autrement que de rejoindre la thèse selon laquelle c'est l'épargne qui engendre l'investissement. En cela, ils sont pré-keynésiens et plus proches de Say ou de Hayek que de Marx qui n'avait cessé de combattre les idées du premier. N'oublions pas que cette théorie de l'épargne a pour suite logique celle de l'effet d'éviction du privé par le public.

Enfin, et ce point est pour nous décisif, personne n'apporte de réponse satisfaisante à la question : sur quoi le « prélèvement » est-il effectué ? « La force de travail des fonctionnaires produisant des biens non marchands, tels que l'éducation, etc., s'échange effectivement contre une valeur *prélevée*, c'est-à-dire contre un salaire qui est issu de l'impôt » écrit Bidet [2002]. Entendons-nous bien : nous ne nions pas l'impôt, nous demandons sur quoi il est prélevé. Réponse sous-entendue des marxistes orthodoxes : sur la plus-value (ou, par extension, sur la valeur) produite dans la sphère capitaliste. Cette réponse fait silence total sur la question logique que nous avons posée et que nous avons rappelée plus haut : *comment imaginer un prélèvement sur une base soit qui n'existerait pas ou plus, soit qui devrait résulter de ce prélèvement ?*

Certes, le travail et les ressources matérielles affectées à telle activité ne sont plus disponibles pour une autre. Mais il n'y a aucune raison de supposer *a priori* que le travail affecté à l'activité A fait vivre l'activité B sans envisager la réciproque et encore moins l'interdépendance entre elles. Les besoins humains sont satisfaits par des valeurs d'usage matérielles ou immatérielles produites sous la coupe du capital ou de la collectivité (le classement matériel/immatériel ne recoupant pas celui privé/public ni celui marchand/non marchand). Le fait que certaines valeurs d'usage ne s'obtiennent que par la médiation du capital qui en profite au passage n'implique pas l'idée que ce soit le marchand qui donne naissance au non marchand ; mieux, cela n'implique pas que la valeur monétaire non marchande soit quantitativement incluse dans la valeur monétaire marchande, ce qui est obligatoire dans la vision traditionnelle.

### *La monnaie, passerelle entre travail et lien social*

Dans un article récent, Bernard Friot [2005] s'est référé à la thèse que nous défendons pour développer l'idée que les actifs ne font pas vivre les inactifs, mais que les revenus qu'ils perçoivent (retraites, allocations chômage, etc.) sont la valeur que la société attribue au travail

libre qu'ils effectuent. Plus précisément : « les *cotisations sociales* sont, de la même manière, non pas une part de la valeur attribuée au travail des producteurs du bien B, mais de la monnaie qui attribue de la valeur au travail des producteurs et des bénéficiaires des prestations sociales : le travail subordonné sous forme non capitaliste des infirmières et des médecins ou des travailleurs sociaux si le service de santé et le service social sont financés par les cotisations, le travail libre des membres des ménages bénéficiaires des allocations familiales et celui des chômeurs ou des retraités touchant des indemnités ou des pensions ». Ce point de vue est selon nous critiquable pour au moins deux raisons.

D'une part, les cotisations sociales ne peuvent à la fois rémunérer les producteurs de services de soins et les bénéficiaires de ces soins. Les infirmières et les médecins produisent les soins, les malades les consomment. On ne doit pas confondre la création, par les soignants, de la valeur du service soin rendu aux soignés, et le transfert social qui intervient parce que ce sont les bien-portants qui paient pour les malades.

D'autre part, la place donnée par Friot à la monnaie rompt avec une interprétation marx-keynésienne de celle-ci et rejoint semble-t-il une interprétation essentialiste bien développée par Michel Aglietta et André Orléan [1982, 1998, 2002] qui entendent se passer de toute théorie de la valeur. « Le travail ne produit pas de valeur, il produit de la richesse ou de la nuisance ; la valeur est un attribut du travail et non pas un produit du travail. », écrit Friot [2005]. Il y a ici, à notre sens, un oubli de la distinction entre travail concret et travail abstrait puisque ce n'est plus le travail abstrait qui crée la valeur. Ensuite, puisque la monnaie est l'instrument par lequel passe la validation sociale du travail *collectif*, Friot en tire la conclusion que tout revenu monétaire valide un travail productif. Or il s'agit d'un retournement abusif d'une implication logique qui n'est vraie que dans un seul sens : validation sociale du travail au sein du capitalisme  $\Rightarrow$  monnaie, mais non l'inverse.

Ainsi, Friot confond l'instrument par lequel s'exprime la validation du travail social – soit sur le marché, soit par décision publique – et le déterminant de la valeur des marchandises en général et de la force de travail en particulier, dont d'ailleurs il consacre la disparition puisqu'il propose de ne plus parler que de « travail » et de « valeur du travail ».

En rompant la dialectique entre valeur d'usage et valeur d'échange, Friot ne peut plus considérer que la valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur. Autrement dit, les individus n'ont plus besoin de participer au processus de production de valeur d'usage pour être productif de valeur : le sourire de l'handicapé pour remercier le personnel soignant des services que celui-ci lui rend pourrait-il alors être considéré comme du « travail » ? Cette thèse serait intenable. Par bien des côtés, elle rejoint celle défendue par Michael Hardt et Toni Negri [2000] qui voient du travail productif partout, même dans la file d'attente des chômeurs devant l'Agence de l'emploi.<sup>3</sup>

### *L'enjeu de la discussion*

Le fond de cette affaire est bien dans le type des rapports sociaux qui préside à la production de valeur et à sa validation. L'articulation entre production et validation nous paraît résider dans le fait monétaire. La monnaie considérée comme l'*institution sociale* sans laquelle, premièrement, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, deuxièmement, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. La monnaie est un opérateur social d'homogénéisation.

La question de la validation est une question-clé. Aussi bien pour ce qui concerne la marchandise que pour les services non marchands. Pour la première, la validation procurée par la *réalisation* de la valeur (théorisée par Marx) est une conséquence attendue mais

<sup>3</sup>. Voir une critique dans Husson [2003] et Harribey [2004-a].

hypothétique de l'anticipation (théorisée par Keynes) ; elle n'obéit qu'à la loi du marché. Parce qu'elle trouve acquéreur pour sa valeur d'usage, la marchandise est validée en tant que valeur. Marx disait que la valeur d'usage était une « porte-valeur » [1965, p. 576 et 581]. Pour les services non marchands, l'adéquation entre l'anticipation et la validation pose évidemment les problèmes de la pertinence sociale du choix et de son caractère démocratique, mais ce n'est pas l'objet de la théorie esquissée ici. La question abordée est celle du travail immédiatement social, c'est-à-dire validé *ex ante*. Le fait que les économistes néo-classiques ne pensent pas la monnaie devrait nous rendre méfiants et nous aider à reprendre un programme de critique de l'économie politique sur la question du non marchand.

Par ailleurs, on doit considérer que le capital engagé dans la sphère de circulation et tout particulièrement dans la sphère financière, qui emploie pourtant de la force de travail salariée, n'aboutit à la production d'aucune valeur d'usage. Sans valeur d'usage, point de porte-valeur et donc point de valeur. Les services rendus dans la phase de circulation du capital sont, il est vrai, utiles à la classe capitaliste dans son ensemble puisqu'ils permettent au système de mieux se reproduire en facilitant la rotation du capital. Mais à aucun moment ils ne sont des marchandises présentant à la fois les deux formes décrites par Marx : objets d'utilité et porte-valeur. Ils n'interviennent pas dans le procès de production des marchandises, mais ils interviennent dans le procès de reproduction du capital et leur fonction est d'aider à transformer les marchandises en capital-argent.<sup>4</sup>

Ce point renvoie au statut de la monnaie dans l'économie capitaliste. La monnaie représente les rapports sociaux sur deux plans : elle est l'instrument par lequel une classe va exploiter et dominer l'autre et elle ne peut exister que par la légitimation publique qui seule lui donne la capacité d'être un pouvoir d'achat immédiat ou futur garantissant ainsi son rôle de réserve à travers le temps. Le « commerce d'argent » n'a donc que l'apparence d'un commerce de marchandise : ce commerce, où s'échange de l'argent aujourd'hui contre un peu plus d'argent demain, n'est fondé que sur la possibilité qu'il offre ensuite d'acheter des valeurs d'usage (que ce soit celle des produits ou celle de la force de travail) ou bien de posséder de la liquidité en vue d'un usage ultérieur. C'est une des manifestations du fétichisme de l'argent que d'attribuer à celui-ci le même statut qu'aux autres marchandises. L'argent n'est pas porte-valeur comme les marchandises ordinaires, il est valeur, sous entendu valeur déjà réalisée ou anticipée. Deux cas de figure sont possibles. Ou bien le crédit est accordé sur la base d'une épargne préalable dont son propriétaire ne dispose plus pendant la durée du prêt ; dans ce cas, la mise à disposition d'une valeur déjà réalisée n'est pas création d'une nouvelle valeur. Ou bien le crédit correspond à de la création monétaire ; dans ce cas, l'argent mis à disposition représente une anticipation de la valeur qui sera produite ensuite par la force de travail mobilisée grâce au prêt, et, là encore, la mise à disposition n'est pas création de valeur, à tel point que, si l'anticipation s'avérait non fondée parce que l'investisseur a failli, aucune valeur ne sortirait du processus avorté. La mise à disposition d'une valeur monétaire (déjà réalisée ou anticipée) entre les mains des capitalistes par le système bancaire ne doit donc en aucun cas être confondue ou comparée avec la fourniture de services collectifs non marchands à la population. D'un côté, il n'y a ni valeur d'usage, ni valeur, ni revenu monétaire supplémentaires produits ; on peut donc parler de prélèvement pour rémunérer les « services » financiers. De l'autre, il y a décision collective de produire simultanément des valeurs d'usage et du revenu dont il n'y aura pas la moindre part qui sera « valeur » pour l'accumulation privée.<sup>5</sup>

<sup>4</sup> . La création d'une valeur d'usage est ce qui fait dire à Marx que les services de transports sont productifs [1968-a, p. 583-584].

<sup>5</sup> . Dans Harribey [2004-b] nous avons complété ce point en répondant à la question : peut-on englober dans la même catégorie tous les services non marchands, de l'éducation à la police et l'armée, c'est-à-dire sont-ils tous générateurs de valeurs d'usage et de revenu au sens où nous l'avons défini ?

## 2. De l'anticipation et du financement au paiement

Puisque le financement monétaire est nécessaire pour que soient impulsées l'activité capitaliste et l'activité publique, nous proposons de distinguer le financement *a priori* de la production et son paiement *a posteriori* sur le marché pour la production marchande ou via l'impôt pour la production non marchande.

### 2.1. Le bouclage macro-économique<sup>6</sup>

La plus-value ne peut être « réalisée », c'est-à-dire transformée en profit monétaire sur la base des seules ressources monétaires résultant de l'avance faite par les capitalistes. En effet, cette avance reflue vers les entreprises sous forme soit de consommation de capital, soit de consommation finale, soit d'achats de titres ; mais, pour qu'une quantité de monnaie vienne se porter acquéreur des biens d'investissement net et des biens d'investissement public, il faut que cette monnaie soit injectée de manière volontariste. La création monétaire s'effectue-t-elle *ex post*, après avoir constaté l'impossibilité de boucler le circuit sans elle, l'impossibilité de réaliser l'accumulation du capital ? Non, d'un point de vue logique, elle s'effectue *ex ante*, parce que, sans elle, le processus de production capitaliste dans son ensemble ne serait pas inauguré. Dans la pratique, les entreprises capitalistes anticipent un volume de production qu'elles pensent pouvoir vendre, par là-même, elles anticipent leur profit, et elles expriment auprès du système bancaire la demande de crédit indispensable au lancement de la production en vue de réaliser du profit. Mais les banques ordinaires ne pourraient anticiper le résultat du processus de production, c'est-à-dire ne pourraient pré-valider le travail social effectué au cours de ce processus si elles n'étaient pas certaines que la banque centrale valide leur pré-validation. L'accumulation nette du capital qui n'est autre chose que la réalisation du profit monétaire non distribué nécessite donc absolument la présence d'une banque centrale qui ait le pouvoir d'émettre de la monnaie en plus de celle qu'Alain Lipietz [1983, p. 1551] appelle « endogène au système économique ». Ainsi, avant même que Keynes ait pensé que l'intervention de l'Etat était nécessaire pour remédier à une situation de sous-emploi, Marx avait montré que l'existence d'un Etat était indispensable pour que les rapports sociaux capitalistes puissent s'étendre sur une échelle toujours plus grande, ce qui est la définition même de l'accumulation du capital.

### 2.2. Financement et paiement

Nous suggérons d'étendre l'application du concept keynésien d'anticipation à toutes les activités. Il y a dans le système capitaliste deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés (la demande dite effective) pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se

---

<sup>6</sup>. Une présentation formalisée du bouclage macro-économique est donnée dans Harribey [2006].

confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens et services privés marchands et de services publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services non marchands et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers. L'expression « les impôts financent les dépenses publiques » est trompeuse. L'ambiguïté provient de la confusion entre *financement* et *paiement*. La production capitaliste est financée par les avances de capital en investissements et salaires, avances dont la croissance sur le plan macro-économique est permise par la création monétaire, et les consommateurs paient. Quel rôle joue l'impôt vis-à-vis de la production non marchande ? Il en est le paiement socialisé. Le contribuable ne « finance » pas plus l'école ou l'hôpital que l'acheteur d'automobile ne « finance » les chaînes de montage d'automobiles. Car le financement est préalable à la production, que celle-ci soit marchande ou non marchande. Et le paiement, privé ou socialisé, lui est postérieur. De plus, l'activité productive supplémentaire engendre un revenu supplémentaire et donc une épargne supplémentaire qui reflue et vient s'ajuster à l'investissement supplémentaire déclencheur, tant privé que public. La confusion entre financement préalable et paiement est du même ordre que celle que critique Franck Van de Velde [2005, p. 99] : « La notion de "fonds prêtables" elle-même procède d'une confusion entre le préfinancement bancaire de la production de biens d'équipement et le financement définitif de l'investissement par l'épargne. »

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Certes, le paiement de l'impôt permet – tout comme les achats privés des consommateurs – au cycle productif de se reproduire de période en période. Mais, premièrement, il faut rappeler que ce sont les travailleurs du secteur capitaliste – et non pas les consommateurs – qui créent la valeur monétaire dont une partie sera accaparée par les capitalistes, et ce sont les travailleurs du secteur non marchand – et non pas les contribuables – qui créent la valeur monétaire, quoique non marchande, des services non marchands. Deuxièmement, au sens propre, le financement désigne l'impulsion monétaire nécessaire à la production capitaliste et à la production non marchande et l'impulsion monétaire doit être donc distinguée du paiement.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou d'Aventis. Dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services

non marchands. *L'impôt n'est donc pas un prélèvement sur de la richesse déjà existante, c'est le prix socialisé d'une richesse supplémentaire.*

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que nous appelons *principe de la demande implicite anticipée des services collectifs*.

A ce stade, il faut sortir d'une analyse purement économique pour intégrer les rapports sociaux au cœur de la compréhension du fonctionnement du circuit capitaliste. Les riches veulent être moins imposés parce qu'ils ne veulent pas *payer* pour les pauvres. Mais pourquoi la politique monétaire est-elle verrouillée par la Banque centrale européenne et le projet de traité constitutionnel européen interdisait-il aux Etats d'emprunter auprès d'elle ? Le projet de traité constitutionnel consacrait – et le nouveau « traité modificatif » conforte – l'interdiction faite aux Etats d'emprunter auprès de la Banque centrale européenne, non pas pour *payer* les dépenses publiques mais pour les *financer*, c'est-à-dire en faire l'avance. L'idéologie libérale est hostile à ce que la création monétaire *finance* une production qui ne rapporterait pas un profit. Sauf si l'Etat comble ses déficits en empruntant auprès des détenteurs de capitaux qui, en outre, bénéficient de facilités de crédit bancaire pour prêter ensuite. C'est ainsi que l'équivalent de plus de 80% de l'impôt sur le revenu en France part en intérêts aux créanciers.

## Conclusion

La richesse non marchande n'est pas une ponction sur l'activité marchande, elle est un « plus » provenant d'une décision publique d'utiliser des forces de travail et des équipements disponibles ou soustraits au lucre. Elle est donc socialisée à un double titre : par la décision d'affecter des capacités productives et par celle de répartir socialement la charge du paiement. Insupportable pour l'imaginaire bourgeois.

On comprend aisément pourquoi la politique monétaire est réduite à surveiller le taux d'inflation et placée hors contrôle politique : non seulement la préservation de la rente financière est cruciale pour les détenteurs de titres financiers, mais il s'agit d'éviter à tout prix de favoriser une production non marchande de valeurs d'usage inaccessibles au capital.

L'élucidation de l'énigme de la production non marchande participe à la redéfinition de la richesse indispensable pour endiguer le processus de marchandisation de la société. Et, sur ce plan-là, seule une théorie de la valeur et du travail productif, à partir d'un réexamen des catégories utilisées traditionnellement par le marxisme, est en mesure de proposer une économie politique de la démarchandisation. A condition d'effectuer un retour à Marx pour distinguer le cadre abstrait du modèle capitaliste pur où il n'y a de valeur que pour le capital et l'analyse d'un capitalisme réellement existant, il est possible de fonder une théorie de la socialisation de la richesse et donc de la démarchandisation de la société pour dépasser le capitalisme. La théorie libérale confond richesse et valeur. La théorie marxiste ne doit pas rester obnubilée par le fait que le capitalisme tend à réduire toute valeur à celle destinée au capital. Ce que nous proposons d'appeler « valeur » des services non marchands représente « ce qui existe aussi, mais sous un autre aspect, dans toutes les autres formes sociales historiques, à savoir le caractère social du travail, pour autant que le travail existe comme dépense de force de travail "sociale" » selon les termes mêmes de Marx [1968-b, p. 1550].

## Bibliographie

Aglietta M., Orléan A. [1982], *La violence de la monnaie*, Paris, PUF.

[1998], *La monnaie souveraine*, Paris, O. Jacob.

[2002], *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, O. Jacob.

Barrère A. [1990], « Signification générale du circuit : une interprétation », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, p. 9-34.

Bidet J. [2002], « L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf>.

[2003], « Objections adressées à Jean-Marie Harribey au sujet de sa théorie des services publics », Débat avec J.M. Harribey, séminaire « Hétérodoxies » du MATISSE, 24 septembre, <http://perso.wanadoo.fr/jacques.bidet>.

[2004], *Explication et reconstruction du Capital*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation.

Davidson P. [1978], *Money and the real world*, London, Mac Milan.

Friot B. [2005], « Le salariat : pour une approche en termes de régimes de ressources », Communication au séminaire du RESORE, GREE, Nancy, 23-27 septembre, et aux Journées du GDR Economie et Sociologie « Les approches du marché du travail », LEST, Aix-en-Provence, 29-30 septembre.

Graziani A. [1990], « The theory of the monetary circuit », *Economies et sociétés*, Vol. XXIV, n° 2, Série « Monnaie et production », n° 7, ISMEA, p. 7-36.

Hardt M., Negri A. [2000], *Empire*, Paris, Exils Editeur.

Harribey J.M. [2004-a], « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, Paris, PUF, 2<sup>nd</sup> semestre, p. 151-180.

[2004-b], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre, p. 59-96.

[2006], « Anticipation, financement et paiement du non marchand : trois moments distincts de la dynamique économique », Deuxièmes journées du développement du GRES, Université Bordeaux IV, 23 et 24 novembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/non-marchand.pdf>.

Husson M. [2003], « Sommes-nous entrés dans le "capitalisme cognitif" ? », *Critique communiste*, n° 169-170, été-automne, <http://hussonet/free.fr/cogniti.pdf>.

Kalecki M. [1966], *Théorie de la dynamique économique, Essai sur les variations cycliques et à long terme de l'économie capitaliste*, Paris, Gauthier-Villars.

[1971], *Selected essays on the dynamics of capitalist economies*, Cambridge, Cambridge University Press.

Keynes J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.

Lavoie M. [1987], « Monnaie et production : une synthèse de la théorie du circuit », *Economies et Sociétés*, Vol. XXI, n° 9, Série « Monnaie et production », n° 4, ISMEA, p. 65-101.

Lipietz A. [1983], *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspero.

Luxemburg R. [1972], *L'accumulation du capital*, Paris, F. Maspero.

Marx K. [1965], *Le Capital, Livre I*, 1867, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1..

[1968-a], *Le Capital, Livre II*, 1885, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-b], « Notes critiques sur le *Traité d'économie politique* d'Adolph Wagner », 1880, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-c], *Matériaux pour l'économie (Théories de la plus-value)*, 1861-1865, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

Schumpeter J.A., [1934], *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz.

Van de Velde F. [2005], *L'économie retrouvée, Monnaie, chômage et capitalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.